TABLE DES MATIÈRES

Sommaire 9

PREMIÈRE PARTIE
LES RÉFORMES CONTEMPORAINES
DU DROIT DE LA FAMILLE DANS LES SOCIÉTÉS MUSULMANES :
ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES HISTORICO-ANTHROPOLOGIQUES SUR LES NORMES JURIDIQUES ET LES PRATIQUES SOCIALES ACTUELLES

Présentation
par Mohammed Hocine BENKHEIRA et Pierre BONTE 15

PANORAMA DES LÉGISLATIONS CONTEMPORAINES

Le droit de la famille dans les politiques législatives du Machrek
par Bernard BOTIVEAU 21

Introduction 21
I. Les statuts personnels à l'aune des politiques publiques du droit et de la justice.... 22
A. Un droit dépendant de l'État et transformé par la sécularisation des institutions 23
B. Les intérêts divergents des usagers de la justice. 24
II. Les objets renouvelés du droit de la famille, un nouveau regard sur la question du statut personnel 26
A. Adoption et nationalité. Deux questions interrogeant la réalité actuelle du *nasab* 26
B. Une normativité de crise tendant à réaménager le « consensus patriarcal » .. 28
III. Le changement par décret : les politiques législatives de la famille en Égypte..... 29
IV. En Palestine. Les politiques publiques du droit de la famille confrontées à l'incertitude normative 31

Le consentement au mariage dans le contexte des réformes des codes musulmans du statut personnel
par Pierre BONTE 37

I. Une réforme acceptée. L'élévation de l'âge minimum du mariage..... 39
II. Le consentement féminin au mariage : normes et pratiques contemporaines..... 41
III. Du holisme à l'individualisme moderne. L'enjeu normatif..... 46
A. Du mariage proche au mariage consanguin. 47
B. Mariages arrangés, mariages forcés. 50
C. Les mariages mixtes. 54
Conclusions 55

Droit de la filiation dans les codes de statut personnel
par Roberta ALUFFI 61

I. La filiation dans le droit musulman : quelques points de repère 61
II. Les codes du statut personnel..... 62
III. Réformes indirectes 64
Conclusions 65

Les transformations du droit de garde dans les pays arabes : l'émergence d'un « libéralisme patriarcal »
par Moussa ABOU RAMADAN 69

I. L'âge de l'enfant 71
A. En droit musulman classique 71
1. L'école hanéfite 71
2. L'école malékite 72
B. Les réformes dans le droit positif 72
II. Le remariage de la mère 73
A. En droit musulman classique. 73
1. L'école hanéfite 73
2. L'école zahirite 74
3. L'école malékite 74
B. Les changements ? 75
III. Le cas de la femme non musulmane 75
A. Dans le droit musulman classique 75
1. L'école hanéfite 75
2. L'école shaféite 76
3. L'école malékite 77
B. Les changements ? 78
Conclusion 78

MISE EN PERSPECTIVE HISTORIQUE : ÉLÉMENTS DU DROIT MUSULMAN CLASSIQUE ET HÉRITAGE OTTOMAN

Le mariage précoce dans le débat juridique sur la tutelle matrimoniale aux IIe/VIIIe siècles de l'Islam
par Mohammed Hocine BENKHEIRA 85

Introduction : mariage précoce, mariage forcé ? 85
I. Un mariage précoce peut-il être annulé à la majorité par l'un des deux conjoints ? 87
II. Pouvoir paternel ou agnatisme ? 88
III. Le tuteur testamentaire 90

The Abolition of Adoption in Islam, Reconsidered
par David S. POWERS 97

Introduction 97
I. Adoption Among Pagans and Polytheists 98
A. Ancient Near East 98
B. Ancient Greece 99
C. Pagan Rome 99
II Adoption Among Monotheists 100
A. Israelites 100
B. Christians 102
C. Byzantium 104
D. The Sassanians 105
III. Islam Abolishes Adoption 106

L'émergence du couple à la fin de l'Empire ottoman
par Catherine MAYEUR-JAOUEN 109

I. Le couple : une idée neuve en Orient 109
II. Le couple : un modèle appelé de leurs vœux par les réformateurs 113
III. Qâsim-Amîn : à femme nouvelle, couple nouveau 114
IV. Des femmes écrivent sur le mariage 115
V. Un idéal : le mariage d'amour 116

Conclusion 117

Les réformes du statut personnel en Égypte : les lois de 1920 et 1929
par Francine COSTET-TARDIEU 121

Introduction 121
I. Le projet d'Al-Marâghi 122
II. La loi de 1920 123
III. La loi de 1929 124
Conclusion 125

DE L'INTERDIT AU LICITE, DU LICITE À L'INTERDIT : EXEMPLES DE CHANGEMENTS EN COURS

Le Liban et la reconnaissance du mariage civil contracté à l'étranger
par Aïda KANAFANI-ZAHAR 131

I. La reconnaissance du mariage civil contracté à l'étranger : une réforme mandataire française 131
II. Droit de la famille : prérogative historique de la communauté 132
III. Quelques aspects du vécu du mariage civil contracté à l'étranger 134
A. Pourquoi se marier civilement à l'étranger ? 136
B. La différence religieuse comme empêchement à l'héritage. Les aménagements. 138
IV. La dernière tentative d'instaurer le mariage civil (1998) : entre sécularisation et laïcisation 141
V. Les Libanais et le mariage civil 143

La reconnaissance du mariage mixte des musulmanes dans les législations maghrébines
par Stéphane PAPI 149

I. Des versets coraniques restrictivement interprétés 151
A. La doctrine majoritaire. 151
B. Les interprétations libérales. 153
II. Des dispositions juridiques conformes à la doctrine majoritaire 155
A. Les conséquences juridiques d'une interdiction majoritairement consacrée par les droits maghrébins 155
B. Les évolutions juridiques tunisiennes et leurs applications 160
Conclusion : vers la religion de l'amour ? 163

Adoptions et maternités hors mariage : lois et société civile en Tunisie
par Marta ARENA 165

I. Les premières mesures de protection de l'enfant 165
II. Les réformes des années 1990-2003 167
III. Les enfants abandonnés de façon définitive 168
IV. Les mères célibataires 171
Conclusion 175

Le statut des célibataires femmes en Algérie ou « celles qui ont mangé leurs enfants »
par Barkahoum FERHATI 179

I. Les célibataires : une conséquence du recul de l'âge du mariage. 180
II. Stratégies de sortie du célibat 184
III. Célibataires et mères : on ne nous fera pas manger nos enfants ! 188
Conclusion : le célibat, mythe ou réalité ? 189

L'application du code de la famille marocain aux mariages collectifs des Aït Khebbach
par Marie-Luce GÉLARD 193

Introduction 193
I. L'effacement des corps. des objets de mariage à la manifestation de l'alliance.... 196
II. L'« âge au mariage », l'étatisation d'une représentation / perception physionomique 197

PRATIQUES FAMILIALES DES IMMIGRÉS MUSULMANS EN EUROPE ET INTÉGRATION CITOYENNE. EXEMPLES EN FRANCE ET EN ITALIE

Les couples mixtes italo-marocains et la question de la citoyenneté
par Rosa PARISI 203

Introduction 203
I. Objet de la recherche 205
II. Flux migratoires en Italie 206
III. Mariages mixtes 207
IV. Couples mixtes et citoyenneté 208
Conclusion 212

L'intégration par la « fraternité de sang » : le don du sang des immigrés marocains à Turin
par Annamaria FANTAUZZI 217

Introduction 217
I. Le don du sang et les communautés d'immigrés 217
A. Deux associations et une dimension convergente : la macro et micro-tradition islamo-marocaine 218
B. Les médiateurs d'une nouvelle pratique sociale : la famille et l'association 219
C. « Tabarròo bi addam » entre hiba et hadiya 221
II. Le sang : tradition et religion dans les pratiques et les représentations 223
A. La vision de l'autre : jeux de reconnaissances et de négociations des sens . 224
B. Une humeur vitale entre les liens de la parenté et de l'alliance 224
C. De l'incomplétude sociale à la complétude symbolique à travers une alliance entre « inconnus » 226

Pratique du mariage arrangé au sein de l'immigration turque en France
par Altan GOKALP 233

I. Le mariage dans un degré rapproché 235
A. Données générales sur la Turquie 235
B. Le contexte migratoire 236
II. « Mariages arrangés : préférence ou prescription ? 237
A. Les prestations matrimoniales comme enjeu et facteur favorisant les mariages arrangés 238
B. Le mariage des cousins patrilatéraux et matrilatéraux : deux logiques d'alliance opposées mais complémentaires, surtout dans le contexte de l'émigration 240
III. Rencontrer l'âme sœur 241
A. « Y-a-t il eu des intermédiaires ? » 241
B. Où les Français rencontrent-ils leur conjoint ? 242
IV. La noce au village virtuel 242
Conclusion 243

DEUXIÈME PARTIE : RECHERCHES ET DOSSIERS

RECHERCHES

HISTOIRE

Un héritage répudié : le gallicanisme
par Émile POULAT 249

La personnalité religieuse-civile de l'esclave aux îles françaises d'Amérique (XVIIe - XVIIIe siècles, les Isles-sous-le-Vent)
par Dom A. MIGNOT 261

Introduction 261
I. La catholicité, norme fondamentale du royaume 264
II. Les instructions religieuses du code Louis 269
III. *Manumissio in Ecclesia* ? 273
Conclusion 279

***Soglia versus Portalis* : la naissance du droit public ecclésiatique comme réfutation romaine aux Articles organiques français**
par Anne BAMBERG 281

I. Le rapport du 5e jour complémentaire an XI et la restitution des documents connexes 281
A. La situation d'ensemble 282
B. La chronologie des événements 284
1. L'allocution de Pie VII 284
2. Lettre de Caprara à Talleyrand 286
3. Réponse de Portalis à Caprara 286
C. Le personnage de Portalis 287
D. L'analyse du Rapport du 5e jour complémentaire an XI en comparaison avec la lettre du 15 nivôse an XII 288
1. Une réponse de fond : le Rapport du 5e jour complémentaire an XI .. 288
2. Une réponse ponctuelle: la lettre du 15 nivôse an XII 289
a) Les problèmes de fond 289
b) Des questions particulières 290
E. Une position comparable dans l'Empire des Habsbourg 291
II. La réponse de l'Église 292
A. Une réponse de circonstance par Caprara 293
B. Une réponse de fond : Soglia et les cent thèses 295
Annexe 1 : traduction originale des cent thèses de droit public ecclésiastique de Soglia 298
Annexe 2 : tableau des correspondances du texte de Soglia aux articles organiques et aux deux textes de portalis 304

FRANCE

La différentiation sexuelle au sein du couple, approche de droit comparé : droit canonique, droit hébraïque, évolution du droit français
par Janick ROCHE DAHAN 307

I. La différentiation sexuelle au sein du couple dans la tradition judéo-chrétienne .. 308
A. Le mariage juif et le mariage catholique : un contraste évident 311
B. les deux approches possibles de la différentiation sexuelle 316
II. La différenciation sexuelle. évolution du droit français 320
A. De l'inégalité à l'égalité 321
1. La formation et la dissolution du mariage. 321

2. Les relations entre les époux. ... 322
B. De l'égalité à l'égalitarisme : la confusion des genres ... 324
1. L'idéologie de l'égalité ... 324
2. La confusion des genres ... 325
Conclusion ... 328

Droit et religions, carrefour des mutations sociales ? L'exemple de la France
par Jacques FIALAIRE ... 329

I. L'assimilation partielle des influences religieuses dans la régulation juridique des mutations sociales ... 331
A. Des influences directes en droit interne dans des champs limités ... 332
1. Les vestiges d'un service public des cultes ... 332
2. La liberté d'association, vecteur de propagation du facteur religieux dans le droit ... 332
3. Mutations sociales et idéologies religieuses face au progrès scientifique et à l'évolution des moeurs ... 334
B. L'encadrement de la liberté de religion dans le droit issu de la Convention européenne des droits de l'homme : des frontières sujettes à débat ... 334
1. Liberté de religion et limitations d'ordre public ... 334
2. Les limites du « modèle européen » ... 335
II. La mise à jour, sur fond de mutations sociales, de conflits portant sur l'influence de facteurs religieux dans le droit ... 337
A. De l'indifférence du droit à l'égard de la religion à la gestion de relations conflictuelles ... 337
1. L'indifférence classique du droit à l'égard des religions et de leurs évolutions ... 337
2. Une offre de pluralisme religieux remettant en cause la posture « a-religieuse » du droit : une nouvelle conflictualité ... 338
B. Les discriminations indirectes liées à la prise en compte de valeurs religieuses par le droit ... 339
1. Pratiques religieuses et repos des travailleurs ... 339
2. Droit des cimetières et rites d'inhumation ... 340
3. Interdiction des aides publiques et aides déguisées aux cultes ... 340
4. Droit de l'urbanisme et indifférences au fait religieux ... 341
C. Une voie possible de résorption des conflits : l'application de la théorie des « accommodements raisonnables » ... 341
Conclusion ... 342

La pratique religieuse peut-elle être un obstacle à l'acquisition de la nationalité française ? Des rapports conflictuels entre l'Islam et la République
par Frédéric DIEU ... 345

Introduction ... 345
I. Alors que la jurisprudence ne sanctionnait jusqu'à présent que le militantisme ou le proselytisme religieux incompatibles avec les valeurs essentielles de la société française… ... 346
A. Les conditions d'acquisition de la nationalité française ... 346
1. Les trois modes d'acquisition de la nationalité française ... 346
2. La place des pratiques religieuses dans l'examen par l'administration des déclarations ou demandes de nationalité française : condition de recevabilité ou condition de fond ? ... 347
B. Le refus d'octroyer la nationalité française aux activistes religieux ... 348
1. Les refus de naturalisation ... 348
2. Les refus opposés aux conjoints de ressortissants français ... 349
II. … Elle semble désormais sanctionner les pratiques religieuses radicales incompatibles avec les valeurs essentielles de la communauté française ... 351
A. Un raidissement de la jurisprudence ? ... 351

1. L'évolution de la jurisprudence quant au comportement jugé incompatible avec les valeurs républicaines 351
2. L'évolution de la jurisprudence quant à la portée donnée aux valeurs républicaines 352
B. Une administration laïque contrainte de se faire juge des pratiques religieuses 353
1. La pratique religieuse, même confinée dans la sphère privée, peut être sanctionnée par l'administration 353
2. Vers une normalisation des pratiques religieuses ? 354
Conclusion 356

La gestion administrative des sites cinéraires en France
par Frédéric COLIN 357

I. Le site cinéraire public, destination privilégiée des cendres 358
A. La liberté d'organiser ses funérailles 359
1. La liberté de choix du mode de sépulture 359
2. La diversité corrélative des sites cinéraires 359
a) Le cas des urnes 359
b) Le cas des cendres 360
B. La publicisation des sites cinéraires 361
II. Les compétences communales en matière de sites cinéraires 362
A. Le renforcement des obligations à la charge des communes 362
1. L'instauration d'une obligation d'aménagement de site cinéraire 362
2. Délégation de service public et sites cinéraires 362
3. Le droit d'accès aux sites cinéraires 364
B. Les pouvoirs de police du maire 364
1. Les pouvoirs de police administrative générale 364
2. Le refus d'une police de l'esthétique funéraire du maire 365
Conclusion 366

Faut-il réviser la retraite des ministres du culte ?
par Philippe COURSIER 367

Introduction 367
I. Réformer la retraite de base : une nécessité 369
A. Un système de retraite particulièrement inadapté 369
B. Un système de retraite à obligatoirement renouveler (mise en forme) 370
II. Étendre la retraite complémentaire : une autre nécessité 372
A. Un régime complémentaire malheureusement « sélectif » 372
B. Un régime complémentaire absolument nécessaire 374
III. Instaurer une véritable retraite supplémentaire : une opportunité 375
A. L'opportunité de répondre à un impératif économique 375
B. L'opportunité d'obéir à un impératif juridique 377

L'incidence du respect du pluralisme dans le service public audiovisuel ou la reconnaissance des cultes dans la laïcité française
par Thierry DAUPS 379

Introduction 379
I. Les cultes représentatifs reconnus par le pluralisme 383
A. Le pluralisme dans les textes européens. 383
B. Le pluralisme dans les textes et la jurisprudence français 385
C. La dimension religieuse du pluralisme 388
1. Dans les textes : 388
2. Le cahier des charges de la Société nationale de programme France Télévision 389
II. L'organisation subsidiaire de l'expression des cultes représentatifs 391
A. Pluralisme, équité et religions 391

B. La cogestion équitable de l'expression des principaux cultes pratiqués ? ... 392
1. La loi fixe les fonctions de l'État, de France Télévisions et des cultes ... 392
2. Le Bureau des cultes du Ministère de l'Intérieur détermine les cultes représentatifs accédant aux émissions religieuses ... 393
3. France Télévision, finance, diffuse et contrôle ... 395
4. Les cultes ainsi reconnus et leur mission ... 396
Conclusion : Le pluralisme au service d'une laïcité dépassionnée et active ? ... 397

Le juge civil français face aux règles religieuses (aspects de droit international privé)
par Isabelle BARRIÈRE-BROUSSE ... 399

I. L'applicabilité d'un droit religieux en droit international privé français ... 402
A. Le jeu des règles de conflit de lois ... 402
B. Problèmes d'articulation entre la règle de conflit et le droit religieux ... 404
1. Les oppositions structurelles ... 404
2. Les conflits de valeurs ... 406
II. Les difficultés d'application du droit religieux ... 406
A. Les techniques juridiques d'élimination de la norme religieuse ... 407
B. La réaction nuancée de l'ordre juridique français. ... 409
1. La séparation du couple ... 409
2. La filiation ... 410
3. L'adoption ... 411
Conclusion ... 411

EUROPE ET INTERNATIONAL

Pluralisme religieux, laïcisation et droits de l'Homme en RFA
par Sylvie TOSCER-ANGOT ... 415

Introduction ... 415
I. Les principales caractéristiques du cadre juridique des relations Églises-État ... 416
II. L'arrêt de la Cour constitutionnelle de 1995 dans l'affaire des crucifix bavarois . 417
III. L'enseignement religieux et ses alternatives : le cas du Brandebourg ... 418
A. Les fondements juridiques de l'enseignement religieux ... 418
B. Le cours de « Formation à la vie – Éthique – Sciences des religions » (Lebensgestaltung-Ethik-Religionskunde) dans le Brandebourg ... 419
IV. La question du port du foulard islamique et des signes religieux à l'école ... 420
Conclusion ... 424

Réflexion sur le messianisme, modèle culturel du droit européen
par Olivier THOLOZAN ... 429

I. Le droit d'une communauté en devenir ... 430
II. La logique juridique constructiviste du droit européen ... 433
III. La force rhétorique du droit européen ... 436
Conclusion : Le messianisme juridique instrument de la liberté ... 438

Female Segregation for Religious Justifications : The Unfortunate Israeli Case
par Yossi NEHUSTAN ... 441

Introduction ... 441
I. The 'Women of the Wall' Case ... 441
A. Historical Background ... 441
B. The Legal Proceedings ... 442
C. Why is this a Case of Segregation ? ... 444
D. Three Possible Approaches to Judicial Review in the WoW Case ... 445
E. The Concept of Equality ... 448

F. The Principle of Tolerance, the Limits of Tolerance and the 'Women of the Wall' Case 449
1. About Tolerance and its Limits 449
2. The Principle of Tolerance and the Women of the Wall Case 450
II. Segregation between Men and Women in Public Buses 454
A. The Facts 454
B. One Type of Liberal Argument for Segregation 454
C. Formulating a Liberal Argument against Segregation 455
Conclusion 458

La laïcité à la Russe
par Michaïl CHAKHOV 461

I. L'histoire des principes de séparation et de laïcité dans le droit constitutionnel russe 461
II. la Situation religieuse contemporaine 462
III. Les principes constitutionnels contemporains de séparation des Églises et de l'État, de laïcité, d'égalité des cultes devant la loi : interprétation et application . 464
IV. L'absence de principes de « neutralité de l'État », d'égalité de traitement de toutes les croyances » dans la législation russe est-elle compatible avec la laicité ? 466
V. La liberté de conscience des fonctionnaires russes 468
VI. L'incompétence de l'État laïque dans le domaine religieux et la pratique russe de la « reconaissance » de l'association en tant qu'association religieuse 469
VII. L'enseignement laïc et religieux 471
Conclusion 473

La personnalité internationale de l'Ordre souverain de Malte
par Emmanuel TAWIL 475

Introduction 475
I. La nature juridique de l'Ordre 476
A. Une existence indépendante de la volonté étatique 477
B. Un ordre souverain 478
II. Les prérogatives d'un sujet de droit international 479
A. Le droit de légation et le Treaty Making Power 479
B. La personnalité juridique 480
III. La question de la reconnaissance de l'Ordre 480
A. La liberté des États de reconnaître l'Ordre 480
B. Les conséquences de l'absence de reconnaissance de l'Ordre 481
Conclusion 482

DOSSIER ALGÉRIE
L'ORDONNANCE DE 2006 SUR LA LIBERTÉ DES CULTES NON MUSULMANS ET LE DÉVELOPPEMENT DU CHRISTIANISME

La question des conversions au christianisme dans l'Algérie d'aujourd'hui. La rançon de l'histoire : Presse et témoignages
par Kader FERCHICHE 485

I. Les leçons de l'histoire 487
A. Traitement de l'Islam par le colonisateur 488
B. La Loi de Séparation n'a jamais été appliquée en Algérie française 489
C. Devenir chrétien : un combat contre soi-même 490
II. Le contexte politique et sociologique contemporain 491
A. Des convertis sous influence ? 492
B. Une chasse aux sorcières 493
C. Les interventions internationales 495

Conclusion 496

L'Ordonnance algérienne de 2006 relative aux cultes non musulmans et son application
par Nassima FERCHICHE 499

I. L'Ordonnance algérienne de 2006 et la protection constitutionnelle de la liberté religieuse 501
A. L'Ordonnance du 28 février 2006 et l'évolution du statut constitutionnel des libertés liées à la religion en Algérie 502
B. L'encadrement législatif des cultes et sa mise en œuvre problématique..... 505
II. L'Ordonnance de 2006 et les dispositions internationales de protection de la liberté du culte 512
A. Le statut *supra*-législatif du droit international en Algérie et la primauté des traités internationaux ratifiés en matière de libertés fondamentales 513
B. L'Ordonnance de 2006 à l'aune des engagements internationaux de l'Algérie 515
Conclusion 521

DOSSIER : DIFFAMATION DES RELIGIONS
HISTORIQUE DU CONFLIT ET CRITIQUE ANALYTIQUE

La mobilisation de l'Organisation de la Conférence Islamique Mondiale contre la diffamation de l'Islam (1999-2009) et ses conséquences en Europe
par Blandine CHELINI-PONT 525

Introduction 525
I. La situation Européenne avant septembre 2005 527
A. Une situation européenne qui prend relativement peu en compte le manque de « respect » envers les religions et s'intéresse à renforcer sa législation contre la discrimination et le discours haineux fondés sur la religion..... 527
1. Dans les pays européens :..... 527
2. Le cas de la France face à l'incitation à la haine religieuse..... 530
B. Les institutions européennes et la prévention contre le racisme et la discrimination, y compris pour appartenance religieuse..... 533
1. L'Union Européenne et la lutte contre le racisme et la discrimination..... 533
2. Le Conseil de l'Europe et l'éducation à la tolérance..... 534
C. Les jurisprudences balancées de la CEDH en matière d'offense religieuse. 534
II. Historique de la notion de diffamation des religions, introduite en 1999 par une résolution de la Commission des droits de l'homme de l'ONU 536
A. Une initiative de l'Organisation de la Conférence Islamique Mondiale 536
B. La diffamation des religions devient un débat « explosif » septembre 2005-septembre 2007..... 537
1. Activités et résolutions onusiennes au lendemain de la publication des caricatures (septembre 2005) 537
2. L'avènement du Conseil des droits de l'homme et les trois rapports 2006 de M. Doudou DIENE, Rapporteur spécial sur l'élimination de toutes les formes de racisme. Le thème de la diffamation des religions et spécialement de la diffamation de l'Islam 538
a) La fin de la Commission des droits de l'homme..... 538
b) Chronologie des rapports 538
c) Contenu des rapports..... 539
3. La résolution HRC du 30 mars 2007 proposée par le Pakistan au nom de l'Organisation de la Conférence Islamique..... 540
C. L'opposition des pays occidentaux à la « diffamation des religions » :..... 541
1. Les réactions des pays occidentaux du HRC face à la résolution A/HRC/4/L.12 de 2007 541

2. Réactions au rapport 21/08/2007 de Doudou Diène sur « la manifestation de la diffamation des religions et en particulier sur les sérieuses implications de l'islamophobie sur la jouissance de tous les droits » ... 541
D. Le refus du Conseil de l'Europe d'accepter la notion de diffamation des religions (protéger la liberté d'expression et la défendre) ... 542
E. Exemple du blocus français : Medias et jurisprudence ... 544
1. La situation française en automne 2005-hiver 2006 ... 544
2. Tentatives législatives ... 545
III. Acmé et retour au calme depuis 2008 ? ... 545
A. Une opposition frontale : entre septembre 2007 et novembre 2008 ... 545
B. L'apaisement relatif après le printemps 2008 ... 547
1. La naissance de l'Alliance pour les civilisations ... 547
2. Positions de conciliation de l'Union européenne ... 548
3. Position de conciliation du Conseil de l'Europe ... 549
4. Temporisation de la querelle à l'ONU ... 550
Conclusion ... 551

The Emerging Counter-Defamation of Religion Discourse : A Critical Analysis
par Jeroen TEMPERMAN ... 553

Introduction ... 553
I. The Counter-Defamation Discourse : What is it ? ... 553
II. The Counter-Defamation Discourse : Why is Flawed ? ... 556
A. Unacceptable Grounds for Limitation ... 557
B. Unacceptably Stretching the Right to Freedom of Religion or Belief ... 558
C. Does the Counter-Defamation Discourse Protect Religions Better ? ... 559
Concluding Remarks ... 559

TROISIÈME PARTIE
CHRONIQUES DE JURISPRUDENCE

Chronique de jurisprudence judiciaire
par Julien COUARD et Emmanuel PUTMAN ... 563

Droit du travail ... 563
Droit des contrats - Droit pénal ... 574
Droit des associations religieuses ... 575
Droit de la famille ... 581

Chronique de jurisprudence administrative
par Rémy SCHWARTZ et Nicolas SFEZ ... 585

I. Neutralité ... 586
A. La neutralité des collectivités publiques dans leurs relations avec le culte ... 587
1. La notion d'association cultuelle ... 587
2. Les subventions aux cultes ... 589
a) Le périmètre de l'interdiction ... 589
b) Les exceptions ... 591
B. Neutralité du service public ... 594
1. Neutralité de l'institution ... 594
2. Neutralité à l'égard des usagers ... 596
II. Liberté de conscience ... 597
A. L'exercice de la liberté de conscience dans le service public ... 598
1. Encadrement de la pratique religieuse dans le service public ... 598
a) prison ... 598

b) résidence universitaire 598
2. Encadrement de la liberté de conscience dans le service public 599
a) Application de l'article L. 141-5-1 du Code de l'éducation nationale 599
b) Le contentieux des photographies d'identité 601
B. L'expression de la liberté de conscience dans l'espace public 602
1. La sonnerie de cloche 602
2. Restrictions apportées à la pratique d'un culte pour des considérations de santé publique 602

Note complémentaire, par Julien COUARD 603

I. L'application de la jurisprudence Koen au droit public économique 604
II. Pour un dépassement de la jurisprudence Koen par les textes 605

Chronique de jurisprudence fiscale
par Céline BAS et Fabrice BIN 609

I. Imposition des revenus personnels 609
II. Impositions commerciales 609
III. Droits d'enregistrement 612
IV. Impôts locaux 613
A. Taxe d'habitation 613
B. Taxe Foncière 613
1. Conséquence de la reconnaissance du statut d'association cultuelle au sens de l'article 1382 du CGI 613
2. Bénéficiaires de l'exonération 614
3. Locaux exonérés 615

Respect des croyances et liberté d'expression. Droit français et européen - Actualité jurisprudentielle (2007-2008)
par Emmanuel DERIEUX 619

I. Affaire des caricatures de Mahomet 620
A. Argumentation des parties 621
1. Associations islamiques 621
2. Charlie Hebdo 623
B. Décisions des juridictions 623
1. Tribunal 624
2. Cour d'appel 624
II. Autres mises en cause des croyances 625
A. Juridictions nationales 625
1. Questions de procédure 626
2. Appréciations de fond 627
B. Cour européenne 630
1. Décisions concernant d'autres pays 630
2. Décision concernant la France 631
Conclusion 632

Chronique de jurisprudence de la Cour Européenne des droits de l'Homme - 2007
par Louis-Léon CHRISTIANS, Patrick DE POOTER et Sophie MINETTE 633

I. Exercice de la liberté religieuse 633
A. Droits de la défense en Église c. piège d'irrecevabilité en droit européen 633
B. Non discrimination et droit de pratique pacifique du culte 634
C. Exceptions de conscience 635
1. Financement des cultes et objection de conscience fiscale 635
2. Efficacité du droit positif entre controverse scientifique et objection de conscience 636

3. Objection de conscience et travail 639
D. Déclaration de l'appartenance convictionnelle des fonctionnaires 640
E. Religion et garde des enfants 641
II. Liberté religieuse et liberté d'expression individuelle et collective 643
A. Liberté d'expression politique 643
B. Liberté d'expression médiatique 644
C. Liberté d'expression artistique 646
D. Expression prosélyte 646
E. Courrier électronique et spam 648
III. Régime des cultes 648
A. Religion et prison 648
B. Permis de séjour et activité de ministre du culte 649
C. Patrimoine et affectation 650
D. Enregistrements des cultes 651
IV. Religion et éducation 655
V. En guise de conclusion 660

Note complémentaire, par Emmanuel PUTMAN 661

Table des matières 663